

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 17/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PURFER

RD 147 - Quartier de la Gare
69780 Saint-Pierre-De-Chandieu

Références : UDR-SSDAS-25-213-AJ
Code AIOT : 0006104072

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2025 dans l'établissement PURFER implanté RD 147 - Quartier de la Gare 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 8 juillet 2025, une inspection renforcée du site exploité par PURFER sur la commune de Saint-Pierre de Chandieu a été menée par des inspecteurs de l'environnement de l'Unité Départementale du Rhône de la DREAL.

Cette inspection avait pour objectifs d'examiner, de façon concomitante, différentes prescriptions de la réglementation des ICPE sur les thématiques suivantes :

- Traçabilité, acceptation et gestion des déchets
- Stockage, traitement et gestion des déchets (VHU et DEEE)
- Gestion du risque incendie (objet du présent rapport)
- Risques chroniques : rejets atmosphériques et bruit

Chaque thématique fait l'objet d'un rapport d'inspection dédié.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PURFER
- RD 147 - Quartier de la Gare 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu
- Code AIOT : 0006104072
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PURFER exploite à St-Pierre-de-Chandieu plusieurs activités de broyage et de tri de déchets majoritairement métalliques, située dans la zone d'activité « Les portes du Dauphiné ». Une partie des déchets entrants (environ 200 000 t /an) sont constitués de fractions triées à la source telles que certains D3E (déchets d'équipements électriques ou électroniques), métaux non ferreux ou véhicules hors d'usage. D'autres apports sont constitués de ferrailles et déchets métalliques en mélange, achetés auprès de différents collecteurs de déchets de la région.

Implanté sur une parcelle de 6,2 ha situé le long de la voie ferrée Lyon Grenoble, le broyeur initial de forte capacité a été implanté sur ce site dès 1969, avec une fonderie de Zamak (mélange zinc et alu), dont l'arrêt d'activité date de 1999.

De par son classement relevant de la Directive européenne dite « IED » et du fait du vieillissement des installations, un important chantier de modernisation du site s'est déroulé en 2024, incluant l'installation d'un nouveau broyeur principal, d'une nouvelle ligne de post-broyage, d'un nouveau hangar de stockage des fractions non métalliques et d'un nouveau bassin de rétention des eaux de ruissellement.

Le site a connu plusieurs incendies importants nécessitant l'intervention des forces de secours, en particulier hors heures ouvrées :

- samedi 14 octobre 2017 : feu du tas de ferraille à broyer
- dimanche 12 juin 2022 : feu du tas de ferraille à broyer
- dimanche 12 janvier 2025 : feu dans un stock de résidus de broyage

- dimanche 9 février 2025 : feu dans un stock de déchets pré-triés (gros électroménager)

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Demande d'action corrective	2 mois
2	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
4	Maitrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 24/04/2025, article 5 et 6	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	Ilotage et extinction automatique	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 9.I et 9.II	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
8	Modélisation des dangers	Autre du 02/06/2026, article Porter à Connaissance	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection relève que la localisation des stockages ne correspond plus à celle présentée dans le porter à connaissance du 02/06/2023. En conséquence, la modélisation des flux thermiques doit être mise à jour.

Durant l'inspection, une explosion s'est produite au niveau du broyeur. L'exploitant a décidé de ne pas consigner cet événement bien que, au regard du PDI, il est demandé à l'exploitant de consigner tout incident, notamment ceux de ce type, et d'en faire l'analyse.

En vue de la mise en application de l'arrêté du 22/12/2023, l'exploitant doit réaliser un plan des îlots et des petits îlots selon la définition de l'arrêté et indiquer sur ces plans les rubriques de classement ICPE correspondant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées-dispositions spécifiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p>

<p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis en salle l'état des stocks actualisé au jour de l'inspection. Cet état des stocks fait apparaître les grandes familles de produits, matières ou déchets (e.g. Ferrailles à Broyer, Métaux Non Ferreux etc.) avec un état des stocks initial et un état des stocks final. L'inspection constate un suivi des stocks pour les batteries de la filière bricolage et jardin (27,7t le 08/07/2025).</p> <p>L'exploitant a présenté le registre des produits dangereux mis à jour le 11/07/2025 qu'il a transmis à l'inspection le 11/07/2025. Le stockage de ces produits est consigné dans un fichier différent de l'état des stocks indiqué ci-dessus.</p> <p>L'exploitant indique que l'état des stocks peut être transmis sans délai au préfet, au SDMIS ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de retirer les 2 stocks de déchets temporaires situés au Nord de la cabine de tri.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Détection et surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Système de détection incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires.</p> <p>Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.</p> <p>Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais</p>

l'exploitant et les services d'incendie et de secours. En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots. L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an.

Constats :

L'inspection a constaté la présence de 4 détecteurs automatiques de départ incendie dans le bâtiment de stockage des résidus de broyage (RB) numéroté 21 dans le plan de stockage ind.L. Les détecteurs sont disposés de manière à couvrir chacune des 4 zones de stockage du bâtiment. Par ailleurs, des déclencheurs manuels sont présents à l'intérieur du bâtiment à proximité des accès et des vannes manuelles sont installées à l'extérieur (Nord-ouest) du bâtiment.

De même, l'inspection a constaté la présence d'avertisseur sonore et lumineux au sein du bâtiment sur site et dans le PDI v2.

Le PDI présente notamment les actions à mener en période ouvrée en cas d'incendie, mais ne détaille pas ces actions en dehors des périodes ouvrées (cf. PC n°3). Comme indiqué dans le PDI, l'exploitant confirme la présence d'une personne sur le site 24h/24 7j/7.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit installer un plan du bâtiment indiquant les zones de stockage à proximité des vannes extérieures et des déclencheurs manuels intérieurs.

L'exploitant doit fournir à l'inspection un planning d'installation des systèmes de détection automatique de départ incendie dans les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/02/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 25/05/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;

[...]

- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;

[...]

- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;

[...]

Constats :

L'exploitant a transmis en amont de l'inspection le plan de défense incendie v2 ainsi que la version v3 post-inspection. Les 2 versions du PDI ne présentent pas les descriptions sommaires du fonctionnement opérationnel des moyens automatiques de détection et leur attestation de conformité, les actions mises en œuvre en cas d'incendie en période non ouvrée, notamment les actions devant être réalisées par le gardien, ainsi que les moyens automatiques de protection contre l'incendie avec les équipements prévus pour la mise en conformité du site au 01/01/2026 avec l'arrêté du 22/12/2023. En outre, plusieurs plans sont de mauvaises qualités.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué avoir proposé la mise en place d'une équipe d'astreinte à ses ressources humaines.

L'inspection a contrôlé la présence de plusieurs RIA sur site, dont au moins 2 ont été endommagés, notamment à proximité du stockage des FAB et du bassin de rétention. L'exploitant a indiqué être au courant de ces dommages qui ont eu lieu selon lui après l'inspection interne du chef de chantier le 25/06/2025.

L'inspection a été témoin d'une explosion qui s'est produite dans le broyeur à 8h15. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas consigner, ni faire une analyse de cet incident.

L'exploitant considère cet incident comme non notable. Pourtant, cet incident dû à un VHU (scooter) non dépollué nécessite d'être consigné comme prévu dans le schéma de l'organisation de la première intervention en périodes ouvrées dans la partie 4 du PDI où il est en effet prévu de déclarer dans l'intranet QHSE du groupe et d'en faire l'analyse.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard de la fréquence des incendies en dehors des heures ouvrées, l'exploitant doit étudier dans un délai de 4 mois, la mise en œuvre d'une équipe d'astreinte capable d'intervenir rapidement sur l'installation, et d'accueillir et de guider les équipes du SDNIS. Le gardien du site doit pouvoir appeler en premier un cadre d'astreinte PURFER avant d'appeler le SDNIS. La mise

en place de cette astreinte pourra notamment être prescrite lors de la refonte de l'arrêté préfectoral d'autorisation prévue d'ici fin 2025.

L'exploitant doit compléter son Plan de Défense Incendie avec les éléments suivants dans un délai de 4 mois :

- les actions mises en œuvre en cas d'incendie en période non ouvrée, notamment les actions devant être réalisées par le gardien et le cas échéant par l'astreinte ;
- la mise à jour du plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec les équipements prévus pour la mise en conformité du site au 01/01/2026 avec l'arrêté du 22/12/2023 ;
- les descriptions sommaires du fonctionnement opérationnel des moyens automatiques de détection et leur attestation de conformité ;

L'exploitant doit contrôler l'ensemble de ses RIA et les réparer le cas échéant **dans un délai de 1 mois**.

En outre, l'exploitant doit engager, dans un délai de 6 mois, un plan d'action afin de garantir l'intégrité de l'ensemble des RIA du site, notamment ceux subissant le plus d'incident.

Enfin, l'exploitant doit consigner l'incident qui a eu lieu le jour de l'inspection et en faire l'analyse sans délai. L'exploitant veillera à consigner tout incident ultérieur de ce type sous peine de mise en demeure en cas de manquement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Maitrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/04/2025, article 5 et 6

Thème(s) : Risques accidentels, Compétence du personnel

Prescription contrôlée :

Article 5

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : [...]

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; [...]

Article 6

[...]

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.
[...]

Constats :

Le plan de défense incendie v3 possède une partie justifiant des compétences du personnel susceptible d'intervenir en cas d'incendie. Cependant, le PDI ne fait pas mention des compétences et des formations des gardiens.

Lors de l'inspection, l'exploitant indique que les gardiens ont suivi la formation ESI et sont en capacité d'intervenir sur un départ de feu en mettant en œuvre les lances, tuyaux, divisions, queues de paon, canon incendie mobile. Cependant, l'exploitant indique également qu'ils ne sont pas en capacité d'intervenir seul.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que l'association ENVIE travaillait dans le bâtiment n°20 du plan de stockage ind.L sur la ligne de tri des déchets D3E. Cependant, il n'est aucunement fait mention de ces salariés dans le PDI et des informations qui leur sont dispensées sur les risques et la conduite à tenir en cas de sinistre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier des compétences des gardiens dans le PDI. Il doit informer les gardiens, le personnel ENVIE ainsi que tout autres opérateurs et intervenants dans l'établissement, des risques et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ces informations doivent figurer dans le PDI qui devra être mis à jour en conséquence dans un délai de 3 mois.

Dans le cas où l'exploitant met en place une astreinte, ce personnel devra également justifier des compétences et des formations nécessaires à la mise en œuvre des moyens d'intervention dont ils auront la charge.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Maîtrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Exercice de défense incendie

Prescription contrôlée :

Pour les installations existantes, l'exploitant organise un **exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.**

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'**objet de comptes rendus** qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Constats :
L'exploitant a présenté et transmis les compte-rendus des exercices de défense incendie réalisé avec le SDMIS le 25/04/2025 et 23/05/2025 concluant à des résultats conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des services d'incendie et de secours
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au moins une voie « engins » est maintenue dégagée pour : <ul style="list-style-type: none"> - la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; - l'accès au bâtiment ; - l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ; - l'accès aux aires de stationnement des engins pompes. [...] - aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et les aires de stationnement des engins pompes. [...]
Constats :
L'inspection a constaté le libre accès des voies de circulation sur l'ensemble du site à l'issue de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Ilotage et extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 9.I et 9.II
Thème(s) : Risques accidentels, Ilotage
Prescription contrôlée : I. - Une zone couverte ne peut contenir plus de cinq petits îlots. Chacun de ces petits îlots contient un flux de déchets différent. Une installation ne peut contenir plus de cinq petits îlots en zone non couverte. Les prescriptions aux zones non couvertes peuvent être adaptées par arrêté préfectoral conformément à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu, lorsqu'elles empêcheraient la réalisation des obligations de tri à la source et de collecte séparée sur l'installation. A cet effet, le pétitionnaire transmet au préfet : <ul style="list-style-type: none"> - la justification technique du nombre de petits îlots supplémentaires demandés ; - une étude démontrant l'absence d'effets domino. II. - Les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots. La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face.

<p>La hauteur maximale d'entreposage est de six mètres.</p> <p>Les îlots sont délimités et séparés par des allées de largeur d'au moins cinq mètres. Cette largeur peut être supprimée en cas d'installation d'un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot.</p> <p>Les îlots en extérieur sont délimités et situés à au moins dix mètres des bâtiments de l'installation. Cette distance peut être supprimée si le bâtiment est équipé d'une toiture qui satisfait la classe BROOF (T3) et si le bâtiment est isolé par une paroi REI 120 dépassant d'au moins un mètre de la toiture et du sommet de l'entreposage extérieur, ou si ces îlots sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Actuellement, l'exploitant ne possède pas de plan de stockage localisant les petits îlots ni de plan localisant les îlots tel que défini dans l'arrêté du 22/12/2023. Pour rappel, selon cet arrêté, un petit îlot est une zone contenant des déchets combustibles ou inflammables qui remplit les conditions cumulatives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le volume de déchets contenu dans la zone est inférieur à 10 m³ si elle est couverte, et à 30 m³ sinon ; • les limites en longueur, largeur et hauteur de la zone sont matérialisées en permanence (benne, peinture, piquet, mur...) ; • la zone est séparée des autres zones, bâtiments, îlots, locaux, parking ou tiers par une distance d'au moins cinq mètres ou par un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120. <p>De même, un îlot est une zone délimitée par des parois ou par un marquage au sol, dont la surface au sol n'excède pas 500 m². Par exclusion à la définition d'un petit îlot, le volume de déchet d'un îlot ne peut pas être inférieur à 10 m³ si elle est couverte, et à 30 m³ sinon.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection a constaté sur site que les zones de stockage n'étaient pas correctement matérialisées, notamment avec des débordements au niveau des D3E, des pare-chocs et des réservoirs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de 4 mois, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réalisera un plan <u>des petits îlots selon la définition de l'arrêté du 22/12/2023</u>. Le plan devra faire figurer le classement des substances, matières ou déchets selon les rubriques ICPE afin de permettre le contrôle de l'article 9 par l'inspection. - réalisera un plan <u>des îlots selon la définition de l'arrêté du 22/12/2023</u>. Le plan devra faire figurer le classement des substances, matières ou déchets selon les rubriques ICPE afin de permettre le contrôle de l'article 9 par l'inspection. - matérialisera correctement les zones de stockage des déchets combustibles.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 8 : Modélisation des dangers

Référence réglementaire : Autre du 02/06/2026, article Porter à Connaissance
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des flux thermiques
Prescription contrôlée : Les risques d'incendie correspondent aux flux thermiques modélisés selon le stockage des déchets combustibles tel que définis dans le Porter à Connaissance du 02/06/2023.
Constats : Le stockage actuel ne correspond pas à celui présenté dans le porter à connaissance du 02/06/2023. Ainsi, les flux thermiques modélisés dans le PAC ne correspondent plus à la réalité du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de 2 mois, l'exploitant mettra à jour l'étude de danger selon le stockage actuel des déchets combustibles présents sur le site dans un document autoportant reprenant l'ensemble des phénomènes dangereux susceptible de se produire sur le site. L'exploitant enverra à l'inspection un justificatif de la résistance au feu REI120 des murs du bâtiment RB ainsi qu'un justificatif Broof T3 du toit de ce bâtiment.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois